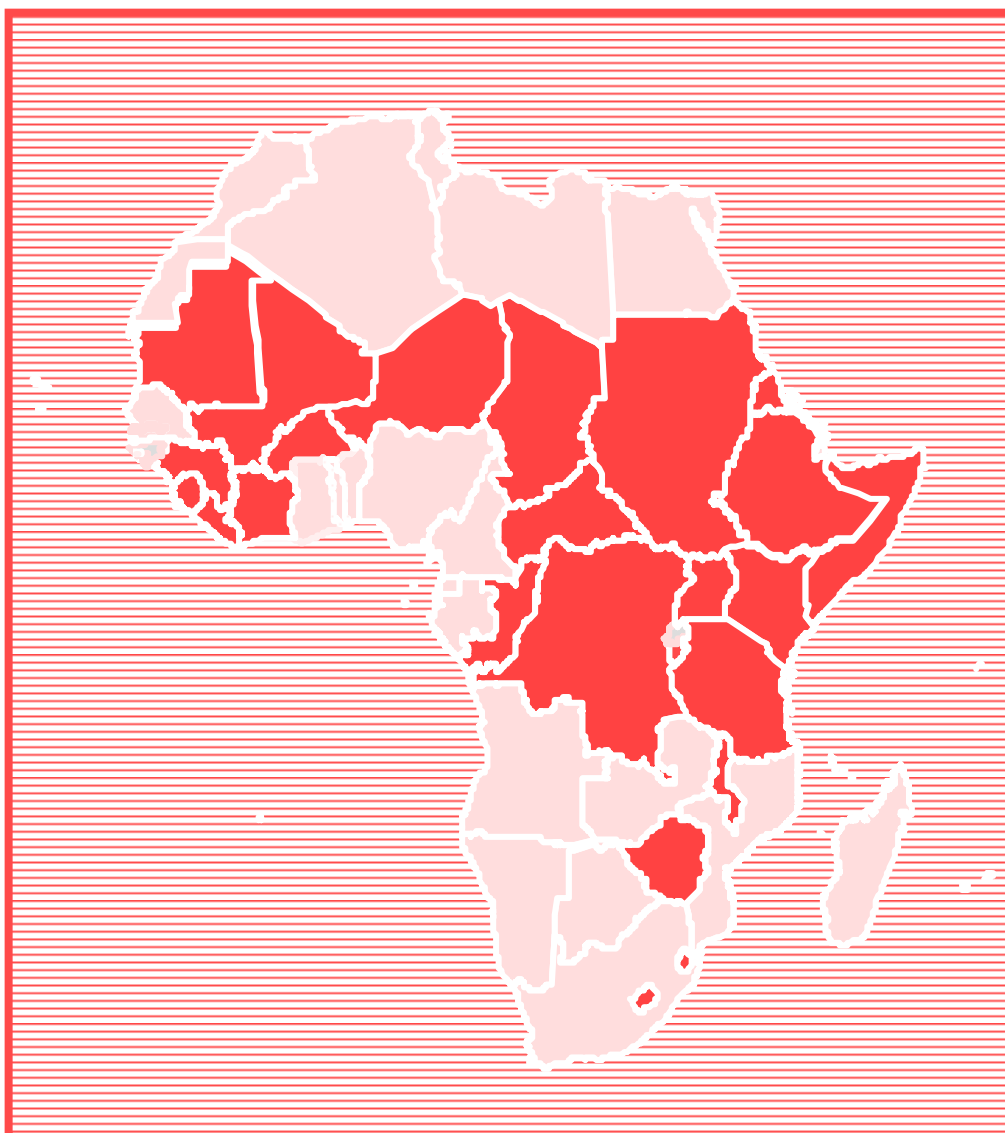


SITUATION ALIMENTAIRE ET PERSPECTIVES DE RÉCOLTE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

No. 2

Septembre 2005



Pays confrontés à des crises alimentaires:

Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Guinée, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Mauritanie, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tchad, Zimbabwe



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

INTRODUCTION

Ce document est le deuxième pour 2005 de la série de rapports établis par le Système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR) de la FAO sur la situation des disponibilités alimentaires et les besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire de l'ensemble des pays de l'Afrique subsaharienne. Il a pour objet de fournir aux gouvernements, aux organisations internationales et aux autres organisations chargées des opérations humanitaires les analyses et les informations les plus récentes sur la situation alimentaire de ces pays.

On trouvera dans l'introduction la liste des pays de la sous-région exposés à de graves pénuries alimentaires et les principales raisons de l'insécurité alimentaire appréhendée. Suit une section intitulée Faits saillants.

La Première partie comporte une évaluation des perspectives de récoltes et de la situation des disponibilités alimentaires par sous-région. Le présent rapport contient des tableaux, numérotés de 1 à 6, concernant la production, les besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire. L'information sur les annonces d'aide alimentaire, les opérations triangulaires et les achats locaux est fondée sur les données transmises au SMIAR, à mi-août 2005, par le Programme alimentaire mondial.

La Deuxième partie, consacrée aux bilans céréaliers, présente des données clés par pays, notamment les besoins d'importations et d'aide alimentaire en céréales.

PAYS CONFRONTÉS À DES CRISES ALIMENTAIRES (24 pays)

<u>Pays</u>	<u>Motifs de la situation d'urgence</u>
Burkina Faso	Sécheresse, criquets pèlerins localisés
Burundi	Troubles civils, PDI et rapatriés
Côte d'Ivoire	Troubles civils, PDI
Érythrée	Sécheresse, PDI, rapatriés
Éthiopie	Sécheresse, PDI
Guinée	PDI et réfugiés
Kenya	Sécheresse
Lesotho	Sécheresse localisée
Libéria	Troubles civils récents, PDI
Malawi	Sécheresse localisée
Mali	Sécheresse, criquets pèlerins localisés
Mauritanie	Sécheresse, criquets pèlerins
Niger	Sécheresse, criquets pèlerins localisés
Ouganda	Troubles civils, PDI
République centrafricaine	Troubles civils récents
République démocratique du Congo	Troubles civils, PDI et rapatriés
République du Congo	PDI et réfugiés
République-Unie de Tanzanie	Sécheresse localisée, réfugiés
Sierra Leone	Rapatriés, réfugiés
Somalie	Troubles civils, sécheresse localisée
Soudan	Troubles civils, rapatriés, sécheresse localisée
Swaziland	Sécheresse localisée
Tchad	Réfugiés, pluies faibles
Zimbabwe	Difficultés économiques, sécheresse

Les conditions pouvant changer rapidement et les informations publiées ne représentant pas forcément les données les plus à jour sur lesquelles fonder une intervention, les demandes ou rectificatifs doivent être adressés à M. Henri Josserand, Chef du Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation (ESCG), FAO, Rome (Télécopie: 39-06-5705-4495, courrier électronique: GIEWS1@FAO.ORG).

Prière de noter que le présent rapport est également disponible sur le site web de la FAO (www.fao.org) à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/giews/>

FAITS SAILLANTS

Afrique de l'Est

- Les perspectives concernant les céréales de la campagne principale de 2005 se sont améliorées dans certaines grandes régions productrices de la sous-région, suite aux précipitations favorables.
- La situation générale des disponibilités alimentaires reste toutefois précaire et des taux élevés de malnutrition sont signalés dans plusieurs de la sous-région du fait des guerres, des déplacements et des sécheresses antérieures. Actuellement, plus de 18 millions de personnes dans la sous-région sont tributaires de l'aide humanitaire.
- La situation est particulièrement inquiétante au Soudan, du fait du conflit persistant qui a entraîné une grave crise alimentaire, notamment dans le Darfour et le sud du Soudan.
- En Somalie, des évaluations récentes font état d'une grave insécurité alimentaire en plusieurs endroits du pays. La récolte de la campagne principale "gu" de 2005 inférieure à la moyenne rentrée dans le sud de la Somalie, associée à une recrudescence des troubles civils, ont aggravé la situation. Près d'un million de personnes ont besoin d'une aide humanitaire.
- Les récentes annonces d'aide alimentaire en faveur de l'Érythrée et de l'Éthiopie ont relancé le processus d'aide, mais les livraisons doivent s'accélérer.

Afrique australe

- Dans cette sous-région, environ 12 millions de personnes, dont les deux tiers se trouvent au Zimbabwe et au Malawi, ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence pendant la campagne commerciale en cours. La situation devrait empirer pendant les mois de soudure, en attendant la prochaine récolte en avril-mai, à moins que des secours internationaux ne soient fournis de toute urgence.
- La plupart des pays de la sous-région, y compris le Zimbabwe, le Botswana, le Malawi, la Namibie, le Lesotho, la Zambie et le Swaziland, ont rentré des récoltes céréalières inférieures à la moyenne pour la campagne principale de 2005.
- Au Zimbabwe, la forte inflation, conjuguée aux pénuries de maïs et de carburant, ainsi que les problèmes de transport entraînent une grave insécurité alimentaire. Pour les mêmes raisons, les perspectives pour 2006 sont très moroses, indépendamment des précipitations.
- Au Malawi, environ 4,6 millions de personnes vulnérables connaissent de graves pénuries alimentaires et ont besoin d'une aide d'urgence estimée à 414 000 tonnes de céréales. Les prix élevés actuellement constatés pour le maïs viennent exacerber la situation.
- Les récoltes céréalières ont été estimées supérieures à la moyenne en Afrique du Sud, en Angola, au Mozambique et à Madagascar. La récolte record de maïs enregistrée en Afrique du Sud (12,4 millions de tonnes) devrait dégager un excédent exportable d'environ 5 millions de tonnes, ce qui suffira largement à couvrir les besoins de la sous-région.
- L'Intervention prolongée de secours et de redressement mise en oeuvre par le PAM n'a reçu jusqu'à présent que 30 pour cent de l'aide nécessaire, qui s'élève à 704 000 tonnes sur trois ans (2005-2007).

Afrique de l'Ouest

- La période de soudure reste difficile dans le Sahel et les zones septentrionales des pays côtiers, en raison de l'épuisement des stocks vivriers des ménages et de la cherté inhabituelle des produits alimentaires. Toutefois, au Sahel, le développement des cultures de la campagne en cours est jusqu'à présent satisfaisant dans les principales zones productrices, du fait de conditions de végétation favorables.
- Au Niger, la situation alimentaire reste critique et le PAM a élargi son opération d'urgence pour prêter secours à 2,5 millions de personnes jusqu'à la fin de la période de soudure, en octobre.
- En Côte d'Ivoire, l'insécurité, les pénuries de main-d'oeuvre et la division de fait du pays continuent d'entraver la production agricole et les activités commerciales.
- En Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les réfugiés continuent d'avoir besoin d'une aide alimentaire.

Afrique centrale

- Les récoltes céréalières de la campagne principale (campagne B de 2005) ont été bonnes au Rwanda et au Burundi, qui ont connu respectivement des hausses de l'ordre de 33 pour cent et 7 pour cent par rapport à la moyenne sur cinq ans.
- L'insécurité alimentaire persiste dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) où sévit la violence, ainsi que dans certaines poches des districts à vulnérabilité chronique du Burundi et du Rwanda.

TABLE DES MATIÈRES

Page

Introduction	ii
Faits saillants	iii
Table des matières	v
Première partie: Situation par sous-région	1
- Afrique de l'Est	1
- Afrique australe	3
- Afrique de l'Ouest	8
- Afrique centrale	10
- Le point sur les annonces et les livraisons d'aide alimentaire	12
Tableau 1. Besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire par sous-région en 2004/05 ou 2005	13
Tableau 2. Besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire en Afrique subsaharienne en 2005/06	13
Tableau 3. Besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire en Afrique subsaharienne en 2004/05 ou 2005	14
Tableau 4. Opérations triangulaires au bénéfice de l'Afrique subsaharienne en 2004/05 ou 2005	15
Tableau 5. Achats locaux en Afrique subsaharienne en 2004/05 ou 2005	15
Tableau 6. Contributions d'aide alimentaire en céréales et pourcentage livré en 2004/05 ou 2005	16
Traduction des termes utilisés dans les bilans alimentaires	17
Terminologie	18

PREMIÈRE PARTIE: SITUATION PAR SOUS-RÉGION

CALENDRIER DES CULTURES CÉRÉALIÈRES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Les semis de la campagne principale devraient commencer dans les prochaines semaines en Afrique australe. Dans plusieurs pays d'Afrique de l'Est, les cultures parviennent à maturation ou sont actuellement moissonnées, tandis que la récolte des cultures de la campagne principale va commencer en octobre/novembre en Érythrée, en Éthiopie et au Soudan. La récolte est en cours dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest et les cultures de la campagne principale parviennent à maturité dans les pays du Sahel. Le calendrier des cultures céréalières pour l'Afrique subsaharienne figure ci-dessous.

Calendrier des cultures céréalières

Sous-région	Cultures céréalières	
	Semis	Récolte
Afrique de l'Est ^{1/}	mars-juin	août-décembre
Afrique australe	octobre-décembre	avril-juin
Afrique de l'Ouest		
- Zones côtières (première campagne)	mars-avril	juillet-septembre
(seconde campagne)	août-septembre	novembre-décembre
- Zone du Sahel	juin-juillet	octobre-novembre
Afrique centrale ^{1/}	avril-juin	août-décembre

^{1/} Hormis le Burundi, le Rwanda et la République démocratique du Congo qui ont deux campagnes principales, et la République-Unie de Tanzanie, dont la campagne principale suit le calendrier des semis de l'Afrique australe. Au Soudan, les semis des céréales secondaires se font en juin-juillet et la récolte d'octobre à décembre.

En **Afrique de l'Est**, la récolte des céréales de la campagne principale de 2005 touche à sa fin dans les zones méridionales de la sous-région, tandis que dans le nord, les cultures sont à divers stades de développement. Malgré des pluies bénéfiques et de bonnes perspectives de récolte en certains endroits, la situation alimentaire d'un grand nombre de personnes reste précaire et des taux de malnutrition élevés sont signalés dans plusieurs pays.

En **Érythrée**, la campagne agricole "kiremti" est bien avancée et s'annonce en général favorable suite à une bonne répartition des précipitations. Toutefois, même les bonnes années, l'Érythrée ne produit qu'une petite partie de la nourriture dont elle a besoin et dépend largement des importations.

Ces dernières années, la situation alimentaire s'est nettement dégradée du fait des mauvaises récoltes consécutives et des effets encore sensibles de la guerre avec l'Éthiopie voisine, auxquels il faut ajouter de graves déséquilibres macro-économiques. La cherté des céréales continue de peser sur le pouvoir d'achat et la sécurité alimentaire d'une grande partie de la population. En juin, les prix du marché du sorgho blanc, qui est la principale culture de base, ont augmenté de 25 pour cent à Asmara, de 91 pour cent à Keren et de 62 pour cent à Mendefera, par rapport à la même époque l'an dernier. Les prix devraient rester à ce niveau, voire augmenter, jusqu'à la prochaine récolte en octobre-novembre. Actuellement, environ 2,2 millions de personnes sont touchées à divers degrés par des pénuries alimentaires, dont 1,3 à 1,4 million reçoivent une aide alimentaire. Les stocks de céréales actuels et l'aide alimentaire dans la filière devraient couvrir les besoins pour le reste de 2005.

Une mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires devrait se rendre dans le pays à partir de la fin octobre 2005 pour évaluer la production de la campagne principale et estimer les besoins d'aide alimentaire.

En **Éthiopie**, la campagne agricole principale "meher" de 2005 est bien avancée dans tout le pays. Les principales régions productrices de l'ouest et du centre devraient obtenir de bons résultats, tandis que les perspectives sont moins favorables dans les régions productrices de l'est et du sud, où les précipitations ont été tardives et irrégulières. En outre, malgré l'amélioration générale de la campagne secondaire "belg" par rapport à l'an dernier, certaines zones ont souffert des précipitations excessives ou irrégulières et tardives. La campagne belg se déroule habituellement de février à mai et la récolte représente quelque 10 pour cent

de la production céréalière totale, voire l'essentiel de la production annuelle de céréales dans certaines zones.

En certains endroits, les disponibilités vivrières des ménages sont faibles, et les taux de malnutrition élevés, en particulier chez les enfants, suscitent de graves préoccupations. La situation est aggravée par des prix des denrées alimentaires considérablement supérieurs à la moyenne. Une mission multi-institutions, composée du gouvernement ainsi que d'organisations d'aide humanitaire des Nations Unies et autres, a révisé en avril dernier le nombre total de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire d'urgence en 2005, qui est passé de 3,1 millions à 3,8 millions, ce qui représente environ 464 000 tonnes de produits alimentaires. Une évaluation interinstitutions entreprise par la suite (fin juin-début juillet) dans les zones tributaires des récoltes belg et les zones pastorales a montré que les besoins d'aide alimentaire d'urgence ont augmenté et que 2,5 à 3 millions de personnes de plus nécessitent désormais 200 000 tonnes supplémentaires pour le reste de 2005. La mauvaise exécution du Programme de protection sociale fondé sur les activités productives (PPSAP), lancé en janvier 2005, a contribué en partie à cette augmentation des besoins d'urgence. Le PPSAP devait porter secours à plus de 5 millions de victimes de l'insécurité alimentaire chronique, sous forme de vivres et d'allocations en espèces. Toutefois, la filière globale d'aide alimentaire et les réserves d'urgence pour la sécurité alimentaire devraient couvrir les besoins estimatifs pour le reste de l'année.

Une mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires devrait se rendre dans le pays en novembre pour évaluer la production de la campagne principale et estimer les besoins d'aide alimentaire pour 2006.

Au **Kenya**, les perspectives concernant le maïs de la campagne des "longues pluies" de 2005, dont la moisson est en cours, sont généralement bonnes du fait des précipitations favorables tombées dans les principales zones agricoles. Ces pluies ont neutralisé quelque peu l'incidence négative sur les rendements du retard des semis du fait du démarrage tardif de la campagne. La campagne agricole des longues pluies (mars-mai) représente normalement 80 pour cent de l'ensemble de la production vivrière annuelle. De graves inondations ont toutefois entraîné le déplacement de dizaines de milliers de personnes et dévasté les zones cultivées, en particulier dans les plaines proches du lac Victoria et dans le district du fleuve Tana à l'est. La plupart des zones pastorales au nord-ouest du pays ont aussi reçu des précipitations supérieures à la moyenne en avril et en mai.

Dans l'ensemble, de graves problèmes de disponibilités vivrières subsistent dans les plaines du sud-est et dans les zones pastorales du nord-est. Dans les zones d'agriculture marginale de la Province de l'Est, notamment dans les districts de Kitui et de Makueni, la sécurité alimentaire des ménages s'est sensiblement dégradée, la récolte de la campagne en cours n'ayant pratiquement rien donné, ce qui fait suite aux très mauvais résultats de la campagne des petites pluies d'octobre-décembre 2004, qui joue un rôle important. La prochaine grande récolte n'aura pas lieu avant février 2006. En outre, les districts pastoraux du nord-est, y compris Garissa, Wajir, fleuve Tana et Isiolo, connaissent de graves pénuries alimentaires. Les derniers rapports font état de taux de malnutrition élevés dans plusieurs districts. L'afflux dans le district de Mandera de réfugiés en provenance de Gedo, en Somalie, suite au conflit, devrait peser sur la sécurité alimentaire de la région. Les tensions qui couvent entre clans ont aussi entraîné de violents affrontements dans plusieurs zones pastorales. L'amenuisement constant de ressources comme l'eau et les parcours compte parmi les causes sous-jacentes des fléaux dont souffrent ces communautés.

En **Somalie**, la récolte de la campagne "gu" actuellement rentrée dans le sud de la Somalie devrait s'élever à 73 000 tonnes environ, soit quelque 44 pour cent de moins que la moyenne. Les céréales de la campagne "gu" représentent normalement de 70 à 80 pour cent de la production annuelle. En revanche, les pluies de la campagne "gu" ont été généralement bonnes dans le centre et le nord de la Somalie, où la récolte devrait être supérieure à la moyenne. En outre, les pluies "gu" supérieures à la moyenne dans le centre et le nord de la Somalie ont considérablement amélioré l'état des parcours et du bétail. Bien que cela mette un terme à la grave sécheresse qui a sévi pendant plus de trois ans, la reprise totale sera lente du fait des effets cumulés de la sécheresse sur les moyens de subsistance, notamment d'importantes pertes de bétail et un endettement élevé.

La situation globale de la sécurité alimentaire reste inquiétante, alors que 900 000 personnes ont besoin d'une aide d'urgence. La situation est encore aggravée par l'éclatement et le regain des hostilités en certains endroits du sud de la Somalie et par la dégradation des conditions de sécurité, qui entravent la distribution

des secours. Des renseignements et une analyse plus détaillés peuvent être consultés sur la page web de l'UESA, www.fsausomali.org.

Au **Soudan**, les perspectives concernant les cultures vivrières de 2005, qui seront moissonnées à partir d'octobre, restent incertaines. Dans le sud du Soudan, les premières indications suggèrent que la récolte sera moyenne, mais cela reste à confirmer par les évaluations des récoltes. Dans l'ensemble, la pluviosité estimative au Soudan est restée proche ou au-dessus de la normale, tout en étant trop abondante dans les zones agricoles du nord-est et peut-être inférieure à la normale dans le nord-est du Darfour. De fortes précipitations ont été enregistrées à la fin juillet-début août dans l'ouest du Darfour, ce qui devrait être favorable aux cultures et améliorer les ressources en eau et l'état des parcours.

Dans le sud du Soudan, l'optimisme qui a suivi l'accord de paix signé en janvier 2005 en vue de mettre fin à la guerre a fait place à l'appréhension, après la mort tragique du premier Vice-président du Soudan, M. John Garang. L'optimisme avait poussé de nombreux Soudanais réfugiés dans les pays voisins à rentrer dans leur village. Les enjeux humanitaires seront énormes, tout comme les besoins de remise en état et de reconstruction de l'économie et de l'infrastructure dévastées. Il ressort d'une évaluation interinstitutions des Nations Unies que les personnes rapatriées et les ménages pauvres ont de plus en plus de mal à se procurer de la nourriture dans la région de Bahr el Ghazal au sud-ouest du pays, et les taux de malnutrition auraient commencer à augmenter. La crise persistante dans le Darfour continue de poser un immense défi humanitaire.

Une mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires devrait se rendre dans le pays en novembre pour évaluer la production de la campagne principale et estimer les besoins d'aide alimentaire pour 2006.

En **République-Unie de Tanzanie**, les prévisions préliminaires concernant la récolte de maïs de 2005 indiquent une augmentation de 2 pour cent par rapport à la bonne récolte de l'an dernier. Toutefois, la pluviosité insuffisante à Dodoma, Tabora, Shinyanga, Morogoro (de début janvier à février), ainsi que dans les régions d'Arusha, Manyara et Kilimandjaro (de mars à juin), ont compromis la production de maïs et pourrait entraîner une certaine révision à la baisse.

La situation des disponibilités vivrières nationales reste dans l'ensemble stable. Sur la plupart des marchés des plateaux du sud, qui sont le grenier à céréales du pays, les prix de gros du maïs sont inférieurs à la moyenne sur quatre ans depuis janvier 2005, en raison de la bonne production locale en 2004. Toutefois, les prix de gros du maïs à Dar-es-Salaam étaient encore début août 18 pour cent plus élevé qu'à la même époque l'an dernier. La forte demande des pays voisins, en particulier la Zambie et le Malawi qui ont rentré des récoltes inférieures à la moyenne, pourrait aussi neutraliser la chute des prix attendue dans le sud de la Tanzanie.

En **Ouganda**, la récolte de la campagne principale de 2005 touche à sa fin et les perspectives sont favorables. Les prix de gros du maïs ont déjà commencé à baisser sur la plupart des marchés. Toutefois, l'accroissement de la demande dans le nord de l'Ouganda et les exportations vers le Kenya constatées depuis début juillet devraient raffermir les prix. Dans le nord de l'Ouganda, la mauvaise répartition des précipitations a eu un effet négatif sur le développement des cultures. On escompte toutefois une récolte de sorgho moyenne dans le Karamodja.

La situation des disponibilités alimentaires est stable dans l'ensemble. Toutefois, l'insécurité reste un grave problème dans le nord de l'Ouganda (districts de Gulu, Kigum, Lira et Pader), alors que l'armée de résistance du Seigneur (LRA) continue d'attaquer les communautés et de tendre des embuscades sur les routes, mutilant et tuant les personnes et détruisant les actifs et les biens. Des vivres sont toujours distribués à 1,4 million de personnes déplacées et à près de 200 000 réfugiés et autres personnes vulnérables. Le PAM pourrait connaître un déficit d'environ 27 000 tonnes de produits alimentaires, car il manque environ 13 millions de dollars E.-U. pour maintenir des denrées dans la filière.

En **Afrique australe**, environ 12 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence pour la campagne commerciale 2005/06 (principalement avril/mars) au Zimbabwe, au Malawi, au Swaziland, au Lesotho, au Mozambique et en Zambie, suite à la mauvaise récolte céréalière rentrée au début de l'année. Les pénuries alimentaires, l'augmentation des prix des denrées alimentaires de base (notamment au Zimbabwe et au Malawi) et les moindres possibilités d'obtenir des revenus ainsi que la baisse des envois de

fonds de l'étranger ont amené à revoir à la hausse le nombre de personnes exposées à l'insécurité alimentaire dans plusieurs de ces pays. La période de soudure, qui commence normalement en décembre et dure jusqu'en mars, devrait commencer beaucoup plus tôt cette année. Au Zimbabwe, l'accès à la nourriture en de nombreux endroits est gravement entravé par le faible volume de céréales sur les marchés, les problèmes de transport et les pénuries de carburant. Pour les mêmes raisons, les perspectives pour 2006 sont très moroses, indépendamment des précipitations. Du fait de la hausse des prix, le nombre de personnes à risque est estimé à plus de 3 millions, soit environ un quart de la population totale. Au Malawi, l'insécurité alimentaire a empiré du fait de la hausse des prix du maïs. Le nombre de personnes exposées aux pénuries alimentaires est estimé à 4,6 millions, soit 40 pour cent de la population totale. Sur une note plus positive, la récolte de maïs de l'Afrique du Sud est estimée à 12,4 millions de tonnes, niveau record qui représente environ 28 pour cent de plus que les récoltes touchées par la sécheresse des deux années précédentes. De ce fait, les stocks en fin de campagne, de l'ordre de 5 millions de tonnes de maïs, suffisent largement à couvrir la totalité des besoins d'importation de la sous-région, qui s'élèvent à 2,8 millions de tonnes, dont 1,8 million de tonnes devraient être des importations commerciales.

En **Angola**, la récolte céréalière de 2005 est estimée à 881 000 tonnes, ce qui est un niveau record. La production agricole totale devrait progresser de 28 pour cent par rapport à l'an dernier, principalement du fait des conditions météorologiques favorables, de l'expansion des superficies ensemencées suite à la réinstallation des PDI et des réfugiés, ainsi que des vastes distributions d'intrants agricoles. Bien que la production de maïs, estimée à 720 000 tonnes, permette l'autosuffisance, le pays doit encore importer environ 765 000 tonnes de céréales pour 2005/06, principalement du blé et du riz. En dépit de la bonne récolte au niveau nationale, des poches d'insécurité alimentaire subsistent dans les hauts plateaux du centre, situation aggravée par le mauvais état des routes et des systèmes de commercialisation. Par conséquent, le pays compte un grand nombre de personnes exposées à l'insécurité alimentaire. Le PAM a distribué en août 9 000 tonnes de denrées alimentaires à environ 750 000 personnes vulnérables, pour la plupart des PDI.

L'économie angolaise, qui produit plus d'un million de barils de pétrole brut par jour, lesquels ont atteint le double du prix prévu sur le marché international en 2004, devrait redémarrer, le gouvernement prévoyant un taux de croissance de 16 pour cent en 2005. La Banque mondiale a récemment approuvé une subvention de 21 millions de dollars E.-U. pour l'Angola en vue de la mise en oeuvre du Projet de lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose.

Au **Botswana**, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence du fait de la sécheresse qui a entraîné de mauvaises récoltes et un recul de plus de 50 pour cent de la production, qui est passée de 46 000 tonnes l'an dernier à 19 000 tonnes cette année. Toutefois, la production céréalière intérieure du Botswana représente habituellement environ 10 pour cent de la totalité des besoins du pays, le reste étant couvert par des importations commerciales.

Les troupeaux ont été ravagés par deux flambées épidémiques successives de fièvre aphteuse qui ont entraîné la perte de l'accès aux marchés européens. Le secteur bovin est la deuxième source de devises du Botswana, après les diamants. Le gouvernement a récemment exposé son plan en vue de lutter contre cette maladie et de l'éliminer définitivement.

Au **Lesotho**, les mauvaises perspectives concernant les cultures d'hiver de la campagne secondaire ont exacerbé la situation déjà tendue des disponibilités vivrières dans le pays, la récolte de céréales de la campagne principale de 2005, estimée à 119 000 tonnes, ayant été inférieure à la moyenne. Le recul à long terme de la production céréalière, notamment dans les grands districts producteurs de Berea, Butha-Buthe, Leribe et Maseru, est préoccupant et les causes devraient en être examinées. L'érosion endémique des sols, les catastrophes météorologiques et l'impact de la pandémie de VIH/SIDA en sont probablement les principales causes sous-jacentes.

Les besoins d'importations céréalières pour la campagne commerciale 2005/06 (avril/mars) sont estimés à environ 303 000 tonnes, dont 223 000 tonnes devraient être importées par des voies commerciales et le reste sous forme d'aide alimentaire internationale. À l'approche de la période de soudure, les difficultés d'accès à la nourriture que connaissent environ 548 800 personnes dans le royaume empireront probablement, à moins d'une mobilisation de l'aide nationale et/ou internationale. Les besoins d'aide alimentaire d'urgence sont estimés à 20 200 tonnes de céréales. De juillet 2005 jusqu'à la prochaine récolte en mars 2006, le PAM prévoit d'aider 245 000 personnes en distribuant 10 000 tonnes de vivres.

À **Madagascar**, la récolte de paddy de 2005 a été estimée à environ 3,4 millions de tonnes, ce qui est un niveau record. Par conséquent, les prix moyens du riz sur les marchés locaux sont tombés, passant d'environ 9 000 FMG le kilo au plus fort de la "crise du riz" en décembre-janvier à 3 750 FMG après la récolte à la fin juin 2005. Depuis, le prix du riz sur les marchés locaux s'est redressé, pour se stabiliser à 5 000 FMG environ au début septembre, tout en restant constamment en dessous du prix du riz importé. Il devrait de nouveau augmenter pendant les mois de soudure de janvier à mars, ce qui profitera aux exploitants qui détiennent des excédents à vendre mais aura une incidence négative sur les groupes vulnérables dont le pouvoir d'achat est limité.

La FAO estime les besoins d'importations céréalières de Madagascar pour la campagne commerciale 2005/06 (avril/mars) à 174 000 tonnes au total, volume qui devrait être couvert par des importations commerciales de l'ordre de 139 000 tonnes et une aide alimentaire internationale de 35 000 tonnes. Selon les rapports, plus de 70 pour cent des 17 millions d'habitants de Madagascar vivent en dessous du seuil de pauvreté, fixé à 1 dollar E.-U. par jour. Un rapport publié récemment par le système national d'alerte rapide indique qu'environ 3 000 tonnes de denrées alimentaires seront nécessaires pour nourrir 105 000 personnes pendant la prochaine période de soudure (décembre 2005-avril 2006). Un contrat d'aide financière sur quatre ans, d'un montant de 110 millions de dollars E.-U., a été signé officiellement le 18 avril au titre du programme américain de la Société du Compte du millénaire, afin de contribuer au relancement de la production agricole nationale. L'entrée de Madagascar dans la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC) devrait améliorer les perspectives commerciales et économiques du pays.

Au **Malawi**, l'insécurité alimentaire s'est accentuée du fait des augmentations rapides des prix du maïs ces derniers mois. La récolte de maïs de 2005, estimée à 1,3 million de tonnes, a été la plus mauvaise de la décennie et représente quelque 26 pour cent de moins que le volume relativement faible de l'an dernier. Les réserves d'humidité des sols après la campagne principale étant généralement faibles, les perspectives concernant les cultures d'hiver de la campagne secondaire sont mauvaises. Les prévisions officielles établissent la récolte de maïs d'hiver à 192 000 tonnes, soit quelque 20 pour cent de moins que le volume de l'an dernier.

L'estimation du Comité d'évaluation de la vulnérabilité du Malawi, selon laquelle 4,2 millions de personnes (34 pour cent de la population totale) connaîtraient des pénuries alimentaires pendant la campagne commerciale 2005/06 (avril/mars), partait de l'hypothèse d'une fourchette de prix du maïs comprise entre 19 et 23 kwachas le kilo. Le prix moyen du maïs relevé sur certains marchés enregistrait une hausse de 37 pour cent à la mi-août par rapport à la même époque l'an dernier. Le prix mensuel moyen officiel sur le marché de Liwonde dans le sud est passé de 16,84 kwachas en avril à 21,31 kwachas en août. Dans le nord (par exemple à Mzuzu), les prix du maïs ont baissé jusqu'en juillet. Depuis, ils sont en hausse, mais restent relativement stables dans le centre (par exemple à Dowa). Les prix les plus élevés en août ont été constatés à Mwanza (32,32 kwachas), Mangochi (25,70 kwachas) ainsi qu'à Nchalo et à Balaka (25,00 kwachas). Selon le Comité d'évaluation de la vulnérabilité, le nombre de victimes de pénuries alimentaires passerait à 4,6 millions, dans l'hypothèse où les prix du maïs seraient dans la fourchette 32-40 kwachas le kilo, et 414 000 tonnes d'aide alimentaire seraient nécessaires.

Les besoins d'importations de maïs pour la campagne commerciale 2005/06 (avril/mars) sont estimés à 767 000 tonnes, dont environ 300 000 tonnes devraient être fournies par des circuits commerciaux. D'avril à juillet 2005, 47 000 tonnes seulement ont été importées dans le cadre d'échanges transfrontaliers. Au 9 septembre, le PAM avait reçu des annonces de contribution représentant 160 000 tonnes environ.

Pour la campagne principale 2005/06, le gouvernement prévoit de distribuer 50 kg d'engrais à base d'urée et 5 kg de semences de maïs améliorées à environ 1 million de petits exploitants, dans le cadre du Projet du millénaire de l'ONU, grâce à un financement de la Banque mondiale.

Au **Mozambique**, les perspectives concernant les cultures d'hiver de la deuxième campagne sont mauvaises du fait des précipitations insuffisantes ces derniers mois et du niveau anormalement bas des fleuves et des réservoirs. La production céréalière de 2005 a été estimée à 1,92 million de tonnes, soit quelque 4 pour cent de moins que la récolte record de l'an dernier mais 10 pour cent de plus que la moyenne des cinq dernières années. En dépit de cette production globalement satisfaisante au niveau national, certains endroits comme les districts au sud de la Province de Tete et de nombreux districts des provinces méridionales ont été touchés par la sécheresse. Les besoins d'importations céréalières, y compris le riz et le blé, devraient au total augmenter de 10 pour cent par rapport à l'an dernier. Des importations de maïs de l'ordre de 175 000 tonnes pourraient être nécessaires, étant donné qu'il est très coûteux de transporter les céréales du nord vers le sud. Sur ce chiffre,

130 000 tonnes environ devraient être importées par des voies commerciales, ce qui laisse 45 000 tonnes à couvrir par des importations d'aide alimentaire.

La totalité de l'aide alimentaire dont le pays a besoin, y compris pour les victimes du VIH/SIDA (au titre de l'IPSR régionale) est estimée à 83 000 tonnes. Une partie du volume nécessaire pourrait être achetée sur place, vu l'excédent de maïs dans les régions septentrionales et centrales. La production de manioc devrait aussi compenser les pénuries de maïs dans les zones principalement productrices de manioc. La transformation, le transport et la commercialisation du manioc, sous formes de manioc sec ou de farine, devraient être encouragés dans le cadre de la stratégie nationale visant à assurer la sécurité alimentaire.

Les prix du maïs ont augmenté en juillet et août sur la plupart des marchés du pays et sont en général supérieurs à ceux de l'an dernier. Cela peut s'expliquer dans le sud par la mauvaise récolte et dans le nord par la forte demande d'exportation du Malawi voisin à déficit vivrier. La hausse des prix du maïs accentuera l'insécurité alimentaire dont souffrirait, selon les estimations, 587 500 personnes. Actuellement, le PAM distribue une aide alimentaire à un quart seulement d'entre elles, situées pour la plupart dans les zones touchées par la sécheresse.

En **Namibie**, l'Unité nationale d'alerte rapide et d'information sur l'alimentation a révisé en baisse la production totale de céréales secondaires (essentiellement mil, sorgho et maïs) de 2005, qui s'établit désormais à 97 182 tonnes, soit une baisse de 16 pour cent par rapport à l'an dernier et 4 pour cent de moins que la moyenne sur cinq ans. Ce recul de la production agricole s'explique par le temps exceptionnellement sec qui a sévi aux stades de végétation critiques dans tout le pays. Selon de précédents rapports officiels, les agriculteurs de Caprivi, dans l'est du pays, ont bénéficié de secours d'urgence pour se procurer des semences, des animaux de traction ainsi que du matériel et des accessoires de labourage. La production de blé d'hiver devrait atteindre 10 500 tonnes, en baisse de 1 000 tonnes par rapport à l'année précédente. Les besoins d'importations céréalières du pays pour la campagne de commercialisation 2005/06 (mai/avril) sont estimés à 145 000 tonnes, chiffre pratiquement inchangé par rapport à l'an dernier du fait des prélèvements présumés sur les réserves. La plupart de ces besoins seront couverts par des importations commerciales.

En **Afrique du Sud**, avec sa septième estimation de la récolte de maïs de 2005, le Comité d'estimation des récoltes a révisé le chiffre précédent, qui passe au niveau record de 12,4 millions de tonnes. Ce volume représente une augmentation d'environ 28 pour cent par rapport aux récoltes touchées par la sécheresse des deux années précédentes et s'explique par des conditions climatiques favorables. Les stocks de fin de campagne s'élèvent donc à 5,1 millions de tonnes de maïs au 30 juin 2005, ce qui suffit largement à couvrir les besoins d'importations de maïs de la sous-région.

La première estimation de la superficie sous blé d'hiver indique un recul de 4 pour cent, avec 800 500 ha, par rapport au niveau de 2004. Toutefois, les rendements devraient être plus élevés qu'en 2003 et 2004, où ils avaient été touchés par la sécheresse, et la production devrait atteindre 2,03 millions de tonnes, soit un niveau pratiquement normal.

Le prix SAFEX du maïs blanc s'est effondré à la fin mai, passant d'environ 900 rands la tonne en janvier 2005 à moins de 600 rands la tonne au début mars, en raison des stocks intérieurs importants, des meilleures perspectives concernant la production agricole au niveau national et international et de la forte chute des cours internationaux. Le prix est resté relativement stable, avoisinant 600 rands jusqu'au début juillet; depuis, il n'a cessé de grimper, passant à 713 rands la tonne début septembre, alors que la période de soudure approche et que la demande reprend dans la sous-région. Le prix reste bien en dessous du prix paritaire à l'importation du maïs, qui est d'environ 1196 rands la tonne. Ainsi, l'actuel faible prix du maïs devrait contribuer à atténuer les pénuries vivrières dans la région et améliorer la sécurité alimentaire régionale.

Au **Swaziland**, l'insécurité alimentaire des groupes vulnérables reste un grave problème, du fait des moindres possibilités de se procurer des revenus et de la diminution des envois de fonds de l'étranger, du taux de chômage élevé et de l'impact du VIH/SIDA sur les moyens de subsistance des ménages. Par ailleurs, la consommation de maïs par habitant, toutes sources confondues (y compris l'aide alimentaire) n'a cessé de diminuer au fil des ans, sans être véritablement remplacée par d'autres aliments. Les exploitants citent les faibles prix à la sortie exploitation et le coût élevé des engrais, de la location de tracteurs, du carburant et du transport parmi les principales raisons de la productivité agricole médiocre.

La récolte céréalière de 2005, estimée à 83 000 tonnes, représente une baisse de 4 pour cent par rapport à la moyenne des cinq années précédentes. Les besoins d'importations céréalières pour la campagne commerciale 2005/06 (avril/mars) sont estimés à 111 000 tonnes, dont 70 000 tonnes devraient être importées par des voies commerciales. Les stocks d'aide alimentaire disponibles ou dans la filière s'élevant à 6 000 tonnes environ au début de la campagne commerciale, il reste un déficit non couvert de 35 000 tonnes, pour lesquelles une aide internationale supplémentaire sera nécessaire.

Les prix à la consommation sont près de quatre fois plus élevés que le montant facturé aux minotiers par la National Milling Corporation (NMC), société para-étatique et seul importateur autorisé de maïs. La minoterie étant aux mains de quelques-uns, les prix de la farine de maïs tendent à être trop élevés pour les ménages pauvres, ce qui limite leur accès à des approvisionnements adéquats. Il est nécessaire d'examiner de toute urgence les politiques nationales actuelles en matière de réglementation des prix et de commercialisation du maïs.

En **Zambie**, la production céréalière de 2005 a été estimée à 991 000 tonnes, soit un recul de 32 pour cent par rapport au volume exceptionnel de l'an dernier et 18 pour cent de moins que la moyenne des cinq années précédentes. Par conséquent, les besoins d'importations céréalières pour la campagne commerciale 2005/06 (mai/avril) sont estimés à 271 000 tonnes, qui devraient être couverts par des importations commerciales de l'ordre de 224 000 tonnes et une aide alimentaire internationale de 47 000 tonnes. À ce jour, les importations commerciales s'élèvent à environ 11 000 tonnes seulement, mais le gouvernement a levé l'interdiction qui pesait sur les importations et a l'intention d'importer 200 000 tonnes de maïs blanc.

Selon le Comité national d'évaluation de la vulnérabilité, quelque 1,2 million de personnes auront besoin d'une aide alimentaire sous une forme ou une autre, d'un montant de 118 000 tonnes environ, entre juillet 2005 et février 2006, laquelle devra être fournie par le gouvernement et/ou par la communauté internationale.

En fonction des premières pluies, les semis de céréales de la campagne principale 2005/06 commenceront en octobre. Le gouvernement a prévu un programme de subvention de 50 pour cent des intrants pendant la campagne agricole 2005/06, destiné à 125 000 petits exploitants et comprenant 50 000 tonnes d'engrais et 2 600 tonnes de semences de maïs. La Zambie va bénéficier d'un allègement de la dette de 4 milliards de dollars.

Au **Zimbabwe**, la production de maïs de 2005, principale culture vivrière de base, a été établie à 600 000 tonnes environ, contre plus de 2 millions de tonnes en 2000. Plusieurs facteurs expliquent ce recul, notamment la crise économique persistante, la redistribution des terres, la sécheresse généralisée, les prix du maïs non rémunérateurs, la disponibilité tardive de semences, les pénuries et/ou la cherté de la plupart des intrants agricoles tels que le carburant, les engrais, le crédit, les pièces détachées et la puissance de traction. Les besoins de consommation du pays, toutes céréales confondues, s'élevant à environ 1,9 million de tonnes, il faudra importer plus d'un million de tonnes. Le Gouvernement zimbabwéen a récemment annoncé qu'il avait l'intention d'importer 1,2 million de tonnes de maïs, mais la capacité d'importation du pays est fortement limitée par l'épuisement des réserves de devises. En août 2005, environ 334 000 tonnes de céréales avaient été reçues/commandées, essentiellement en provenance d'Afrique du Sud. Le commerce transfrontalier informel n'a fourni qu'un très faible volume (un millier de tonnes seulement).

Selon le PAM, en de nombreux endroits, l'accès à la nourriture est gravement entravé par le faible volume de céréales détenu soit par les agriculteurs/négociants soit par l'Office de commercialisation des céréales, ainsi que par les problèmes de transport et d'approvisionnement en carburant dans le pays. Ce qui a entraîné de fortes et constantes augmentations des prix dans la plupart des marchés entre juin et septembre 2005, les prix du maïs ont augmenté de 1 100 dollars à 2 200 dollars zimbabwéens le kilo dans le centre-nord du pays et de 3 890 dollars à 5 590 dollars zimbabwéens le kilo dans le sud (FAO et FEWSNET). L'inflation est passée de 124 pour cent en mars à 265 pour cent en août à cause de l'augmentation des prix du carburant et des aliments et la dévaluation du dollar zimbabwéen. La persistance de l'inflation galopante et les taux très élevés de chômage limitent considérablement l'accès à la nourriture des catégories de population les plus vulnérables. Le Comité d'évaluation de la vulnérabilité du Zimbabwe a estimé que 2,9 millions de personnes avaient besoin d'une aide alimentaire, en prenant pour hypothèse un prix moyen du maïs de 1 750 dollars zimbabwéens le kilo. Même exprimé en dollars des États-Unis, les prix du maïs au Zimbabwe, qui s'élèvent à environ 0,30 dollar le kilo, sont les plus élevés parmi les pays de la région surveillés par FEWSNET. Du fait de la hausse des prix, le nombre de personnes exposées à l'insécurité alimentaire est probablement beaucoup plus élevé.

Le gouvernement a annoncé le 16 août 2005 qu'il levait les droits d'importation sur le maïs et le blé et annulait le monopole détenu par l'Office de commercialisation des céréales, organisme aux mains de l'État. Toutefois, cette libéralisation des échanges, qui vise à accroître les importations par le secteur privé et à alléger les pressions qui pèsent sur les prix à la consommation, ne devrait guère avoir d'impact à court terme, car les négociants privés manquent de devises fortes et l'infrastructure de transport/d'approvisionnement en carburant est très limitée.

En **Afrique de l'ouest**, les récoltes s'annoncent bonnes en général dans la région du Sahel, les précipitations ayant été généralisées depuis le début de la saison des pluies en juin. Toutefois, dans le Sahel et le nord de plusieurs pays côtiers, la période de soudure reste difficile, principalement en raison des prix anormalement élevés des aliments.

Au **Bénin**, la moisson du maïs de la première campagne est en cours dans le sud, tandis que le développement des céréales secondaires est dans l'ensemble satisfaisant dans le nord. Malgré une récolte céréalière supérieure à la moyenne en 2004, estimée à environ 1,1 million de tonnes, les cours des denrées alimentaires seraient, selon les rapports, très élevés dans tout le pays. Cela tient au fait que les exportations à destination des pays voisins ont été supérieures à la normale par suite d'un recul de la production dans les pays du Sahel ainsi que d'une réduction des approvisionnements alimentaires et d'une hausse des prix dans plusieurs autres pays côtiers. La situation devrait s'améliorer avec l'arrivée des nouvelles récoltes et l'augmentation des disponibilités alimentaires.

Au **Burkina Faso**, les pluies et l'humidité des sols ont d'une manière générale été suffisantes pour permettre un bon développement des cultures depuis le début de la période de végétation, bien que de mauvaises récoltes soient signalées en certains endroits du fait d'une pluviosité insuffisante dans le sud-est et dans la région de la Boucle du Mouhoun. Les cultures de mil et de sorgho sont au stade de l'épiaison et de la maturation précoce. Les pâturages se régénèrent dans l'ensemble du pays et l'état du bétail s'améliore. La situation des criquets pèlerins reste calme dans le pays.

Les prix des denrées alimentaires ont commencé à fléchir dans le sud, principalement à cause d'une augmentation des importations céréalières en provenance des pays côtiers voisins, où la récolte des cultures de la campagne principale est en cours. Les prix sont cependant restés très élevés dans le sud-ouest, le centre et le nord, malgré des interventions d'urgence du gouvernement et d'organismes humanitaires, qui comprennent la distribution gratuite de vivres et des ventes subventionnées dans les communautés touchées. Selon les rapports, la situation alimentaire reste tendue dans plusieurs localités. Les groupes vulnérables doivent faire l'objet d'un suivi constant et recevoir une assistance si nécessaire jusqu'à la fin de la période de soudure.

Au **Tchad**, grâce à des précipitations suffisantes depuis le début de la période de végétation en mai, les cultures se développent bien dans tout le pays. Les cultures de mil et de sorgho sont au stade de la maturation dans la zone soudanaise, tandis qu'elles se développent dans la zone sahéenne. La récolte du maïs, du manioc et des arachides a commencé dans certaines régions. Les pâturages se régénèrent et l'état du bétail s'améliore. Des inondations ont cependant été signalées dans le sud du pays et les criquets pèlerins restent une menace potentielle.

L'insécurité qui règne dans la République centrafricaine voisine a entraîné un afflux de près de 15 000 réfugiés depuis juin, ce qui porte le nombre de réfugiés centrafricains à plus de 35 000. Le Tchad accueille également plus de 200 000 réfugiés provenant de la région du Darfour, au Soudan.

Malgré un léger fléchissement observé sur un petit nombre de marchés en août, les prix des céréales demeurent élevés sur la plupart des marchés bien que le gouvernement ait organisé des ventes subventionnées et des distributions gratuites dans plusieurs communautés. La situation devrait s'améliorer avec la mise sur le marché des nouvelles récoltes.

En **Côte d'Ivoire**, la moisson du maïs de la première campagne a débuté dans le sud. Les données tirées des images satellite montrent que la production pourrait avoir souffert des vagues de sécheresse enregistrées dans le sud-est du pays en juillet. En outre, les difficultés suscitées par le conflit, notamment les pénuries de main-d'œuvre suite aux déplacements de population, l'absence de services d'appui à l'agriculture en certains endroits, la fragmentation du marché, les perturbations dues à l'insécurité et les frais de transport exorbitants en raison des lourdes taxes prélevées aux barrages routiers, continuent d'entraver la

production agricole et les activités commerciales. La sécurité alimentaire de nombreux ménages reste également perturbée par le bouleversement de leurs moyens de subsistance, en particulier dans l'ouest du pays. En outre, le marché restant défavorable, les pertes de revenus sont significatives pour les petits exploitants qui produisent des cultures de rapport.

Au **Libéria**, la récolte de paddy de 2005, qui est pratiquement l'unique récolte céréalière du pays, devrait bientôt débiter. La production devrait encore se redresser cette année du fait de l'amélioration de la sécurité, de la progression de la superficie plantée par suite du retour des réfugiés et des agriculteurs auparavant déplacés, ainsi que de l'amélioration relative des conditions en vue de la distribution des intrants agricoles. Au cours de la présente campagne agricole, 149 245 bénéficiaires dans les 15 comtés du pays ont reçu 2 863 tonnes de semences de riz, y compris dans le sud-est qui n'avait pas profité de ces distributions en 2004/05.

Le programme de rapatriement des réfugiés et de réinstallation des PDI a commencé en octobre-novembre 2004 et au début septembre, il avait touché 242 337 personnes, soit 37 049 Libériens de retour dans le pays et 205 288 PDI. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) signale qu'en décembre 2003, plus de 340 000 réfugiés libériens vivaient dans des pays voisins tandis qu'environ 500 000 personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays. Grâce à l'amélioration de la sécurité, le PAM continue d'élargir ses opérations dans tout le pays et passe progressivement d'activités d'urgence au redressement.

Au **Mali**, les pluies ont été généralisées en juillet et août et l'humidité des sols a dans l'ensemble été suffisante pour permettre un bon développement des cultures. De manière générale, le mil et le sorgho se trouvent aux stades de la feuillaison ou de l'épiaison alors que la récolte de mil précoce a débuté dans certaines régions. Le repiquage du riz irrigué se poursuit. Un emploi insuffisant d'engrais, signalé dans les régions de l'Office du Niger, de San et de Tombouctou, pourrait affecter les rendements rizicoles cette année. En outre, la présence d'oiseaux granivores et de sauteriaux est signalée dans plusieurs régions. La situation des criquets pèlerins serait calme, avec seulement quelques ailés épars dans le nord du pays. L'état des pâturages est généralement bon.

Les prix des denrées alimentaires demeurent très élevés et la situation alimentaire reste critique dans les régions du nord. Toutefois, la situation pourrait s'améliorer une fois que les opérations de récolte se seront généralisées en octobre. Cependant, il est peu probable que les prix baissent considérablement car les stocks sont épuisés et les conditions météorologiques moins clémentes dans plusieurs pays côtiers, notamment au Ghana et en Côte d'Ivoire.

En **Mauritanie**, après les premières averses tombées fin mai, le sud et le centre du pays ont bénéficié de manière générale de bonnes pluies de juin à août. Par conséquent, le développement des cultures est satisfaisant dans la plupart des zones agricoles, où elles sont déjà au stade du tallage ou de la feuillaison. L'état des parcours est bon dans tout le pays et la situation des criquets pèlerins reste calme. Toutefois, après l'invasion généralisée de criquets pèlerins et les précipitations insuffisantes de l'an dernier, de nombreux agriculteurs ont souffert de pénuries de semences en dépit des distributions organisées par la FAO et le gouvernement.

Au **Niger**, les pluies ont dans l'ensemble été généralisées et l'humidité des sols a été suffisante pour permettre un bon développement des cultures, malgré des déficits pluviométriques localisés qui pourraient avoir compromis la régénération des pâturages dans les zones pastorales de Tillabery et de l'ouest de Tahoua. Les cultures sont à des stades de développement divers, allant de la montaison à la floraison et à l'épiaison. Les perspectives de récoltes sont dans l'ensemble favorables.

Bien que la récolte de mil, de haricots et d'arachides précoces ait commencé en certains endroits, les prix des denrées alimentaires n'ont que légèrement fléchi et la situation alimentaire demeure critique dans le pays. Une amélioration des disponibilités vivrières, une fois que la récolte se sera généralisée en octobre, devrait faire baisser les prix. Toutefois, la baisse ne sera probablement pas aussi importante que prévu car les stocks vivriers sont épuisés dans toute la région et les conditions météorologiques défavorables dans plusieurs pays côtiers.

Outre le manque de pluies et l'invasion de criquets pèlerins qui ont affecté le Sahel en 2004, les prix très élevés qui ont déclenché la crise actuelle sont également dus à des disponibilités alimentaires inférieures à la normale et à des prix élevés dans des pays côtiers qui exportent ordinairement des céréales vers le Sahel.

Selon une étude de marché récemment effectuée par le PAM, les importations officielles des cinq premiers mois de 2005 ont été inférieures de 40 à 50 pour cent à celles de la même période en 2004, où les disponibilités intérieures étaient pourtant plus abondantes que cette année.

Le PAM, qui a commencé des distributions de denrées alimentaires de grande ampleur début août, a élargi son intervention d'urgence pour venir en aide à 3 millions de personnes d'ici la fin de la période de soudure en octobre, en collaboration avec le Mécanisme national de sécurité alimentaire (DNP-GCA) et des ONG partenaires. Toutefois, au début septembre, l'opération n'est financée qu'à hauteur de 57 pour cent. Des dons supplémentaires, en argent et en vivres, sont nécessaires de toute urgence pour faire face à la crise alimentaire.

Au **Sénégal**, les pluies abondantes ont provoqué des inondations dans plusieurs régions, notamment près de Dakar, mais leur impact sur les cultures a été limité. Le mil et le sorgho sont généralement au stade de l'épiaison dans le sud. Le maïs est au stade de la maturation et dans le nord, les céréales secondaires sont au stade du tallage/de la feuillaison. Selon les rapports, l'état des cultures est bon dans l'ensemble et une augmentation de la production céréalière est attendue. Les pâturages se régénèrent et l'état du bétail s'améliore.

En **Sierra Leone**, les fortes pluies et des inondations dans le district de Pujehun, dans le sud du pays, ont provoqué la destruction de nombreux logements et hectares de terres agricoles, laissant des milliers de personnes sans abri à la mi-août. Toutefois, l'agriculture, qui enregistre une reprise stable depuis la fin des troubles civils en 2002, devrait connaître une nouvelle amélioration cette année, reflétant la progression de la superficieensemencée à la suite du retour des réfugiés et des agriculteurs auparavant déplacés, ainsi que de meilleures conditions en vue de la distribution des intrants agricoles. La récolte de riz devrait débuter en octobre.

Sur le plan de la sécurité, la situation reste calme. Le rapatriement des réfugiés libériens en Sierra Leone, dont le nombre est estimé à 65 000, a été suspendu après les fortes pluies qui ont rendu les routes impraticables. Toutefois, l'opération devrait reprendre bientôt. D'octobre 2001 à juillet 2004, près de 56 000 réfugiés sierra-léoniens ont été rapatriés et on estime qu'un million de personnes déplacées à l'intérieur du pays ont été réinstallées.

En d'autres endroits du Sahel, les récoltes s'annoncent bonnes en raison de conditions de végétation dans l'ensemble favorables depuis le début de la campagne agricole en juin, tandis que la récolte de maïs de la première campagne est bien avancée dans les pays côtiers.

En **Afrique centrale**, les troubles civils et l'insécurité continuent de saper la sécurité alimentaire de plusieurs pays.

Au **Cameroun**, les données tirées des images satellite indiquent que les précipitations ont été suffisantes pendant la période de croissance principale et les récoltes s'annoncent bonnes dans l'ensemble. La récolte de maïs de la première campagne est en cours dans le sud du pays, ce qui devrait entraîner une amélioration des disponibilités alimentaires et faire baisser les cours dans le nord du pays, où une chute importante de la production céréalière de 2004 a conduit cette année à un durcissement de la situation alimentaire.

En **République centrafricaine**, les fortes pluies tombées pendant tout le mois d'août ont provoqué des inondations dans l'ouest du pays, notamment à Bangui où des milliers de personnes ont perdu leurs logements. En outre, près de 20 000 personnes ont fui le pays en direction du sud du Tchad depuis juin en raison du climat d'insécurité, portant ainsi le nombre des réfugiés centrafricains au Tchad à plus de 35 000.

Dans la **région des Grands Lacs**, la situation générale des approvisionnements alimentaires s'est améliorée dans l'ensemble, après les bonnes récoltes céréalières de la campagne principale engrangées en 2005 dans les trois pays. On s'attend à une baisse de la production de racines et de tubercules, touchée par le virus du manioc et d'autres ravageurs. Des poches d'insécurité alimentaire existent, en particulier dans les districts à vulnérabilité chronique du Burundi et du Rwanda et dans l'est de la RDC qui connaît des poussées de violence.

Dans la **République démocratique du Congo**, la récolte de sorgho et de mil est en cours et l'on s'attend à une production totale normale. Selon les images satellite, l'état des cultures devrait se révéler supérieur à la normale dans le centre et le nord du pays, et normal ou inférieur à la normale dans le sud. Dans le nord, le maïs de la campagne principale devrait être prêt à être récolté en octobre, tandis que les semis sont pratiquement terminés dans le centre et se poursuivent dans le sud. L'agriculture reprend peu à peu depuis 2004 mais les attaques et les affrontements violents qui ont eu lieu dans l'est du pays continuent d'entraîner le déplacement de nombreuses personnes, qui viennent s'ajouter aux trois millions de PDI. L'insécurité qui pèse sur les producteurs et les négociants (contraints de payer des taxes abusives sur leurs produits agricoles), les pénuries d'intrants essentiels (tels que matériel végétal amélioré, outils manuels, matériel de pêche et produits vétérinaires) et la décrépitude de l'infrastructure rurale (notamment des routes de desserte) sont les principales difficultés qui s'opposent à la production et à la distribution de produits alimentaires. En outre, les cultures de base, à savoir, le manioc et la banane, ont été gravement endommagées cette année par les ravageurs et les maladies.

En RDC, l'insécurité alimentaire touche plus de 70 pour cent de la population totale qui s'élève à 57 millions d'habitants. Ainsi, le gouvernement et la communauté des donateurs, dans le rapport qu'ils ont publié en mai 2005 à l'issue de leur Table ronde, ont souligné que la remise en état du secteur agricole était la pierre de voûte de leur stratégie d'atténuation de la pauvreté. L'accent sera mis sur deux composantes essentielles, l'une destinée aux besoins d'urgence, l'autre à la remise en état à moyen et long termes. Dans le cadre du programme minimum du Partenariat pour la transition et la relance, la communauté des donateurs a annoncé une aide de 6,86 milliards de dollars E.-U. pour les quatre prochaines années, dont 285 millions de dollars E.-U. seront consacrés à l'agriculture. Le Fonds monétaire international (FMI) a en outre accordé un prêt à faible taux d'intérêt d'un montant de 39 millions de dollars E.-U. au pays, dans le cadre de la facilité pour la Réduction de la pauvreté et pour la croissance, et la Banque mondiale s'est engagée à lui verser une nouvelle subvention de 150 millions de dollars E.-U. aux fins d'améliorer le secteur de la santé.

Au **Burundi**, une mission d'évaluation conjointe FAO/PAM/UNICEF/Ministère de l'agriculture menée en juin 2005 a estimé à 188 000 tonnes la production céréalière totale des récoltes de la campagne B de 2005, soit une production céréalière annuelle qui se chiffrerait à 290 000 tonnes selon les prévisions (une amélioration de 4 pour cent par rapport à la récolte de 2004). Du point de vue de la production céréalière, la campagne B est la principale campagne puisqu'elle représente en moyenne près de 56 pour cent de la production céréalière annuelle totale, contre 38 pour cent pour la campagne A et 5 pour cent pour la campagne C. Au fil des ans, la part représentée par la campagne B n'a cessé de croître, passant de 40 pour cent en 1996 à 65 pour cent en 2005. On prévoit également une augmentation d'environ 3 pour cent de la production de bananes et de plantains pour 2005. Selon les prévisions, la production de légumineuses, de racines et de tubercules ayant chuté, la production vivrière intérieure de 2005 devrait, au total, être inférieure de un pour cent à celle de l'an dernier. Les besoins d'importations alimentaires en équivalent céréales sont estimés à 444 000 tonnes au total. Les importations commerciales devant s'élever à 30 000 tonnes et l'aide alimentaire à 80 000 tonnes, il reste un déficit alimentaire non couvert de 334 000 tonnes qui rend nécessaire un accroissement de l'aide internationale.

Selon le Système national d'alerte rapide, en août 2005 les prix ont augmenté sur le marché de Bujumbura, de 81 pour cent pour les patates douces, de 26 pour cent pour la farine de manioc et de 10 pour cent pour les haricots, par rapport au même mois un an auparavant. Le coût d'un "assortiment alimentaire" a augmenté de 13 pour cent par rapport à la même période l'an dernier. En dépit de quelques améliorations, l'insécurité alimentaire perdure dans les provinces du nord, de l'est et du sud, du fait des récoltes réduites. Selon le HCR, entre 7 500 et 8 500 Rwandais ont demandé asile au Burundi. Ils ont besoin d'une aide, tout comme leurs familles d'accueil. Le PAM a distribué chaque mois en moyenne 6 800 tonnes de vivres à près de 609 000 bénéficiaires de janvier à mai 2005.

Au **Rwanda**, la récolte des cultures de la campagne principale B de 2005 s'est achevée en juin-juillet. Une mission d'évaluation conjointe FAO/PAM/UNICEF/Ministère de l'agriculture menée en juin a estimé la récolte céréalière totale de la campagne en cours à un volume record de 287 855 tonnes, soit quelque 44 pour cent de plus que la récolte de la campagne B de 2004. La production céréalière totale de 2005 (campagnes A et B avec des rapports approximatifs de 1/3 et de 2/3) est estimée à 373 000 tonnes, indiquant une hausse importante de près de 28 pour cent par rapport à l'an dernier. Par conséquent, l'indice des prix des principales denrées alimentaires enregistre une baisse depuis fin mars 2005 ; le 30 juin, cet indice était inférieur de 10 pour cent à celui qui prévalait le 1er mars 2005, tant sur le marché de Kigali que sur celui de Butare. Selon les estimations, la production de racines et de tubercules a reculé cette année par rapport à celle de l'an dernier. Fait qui n'est

pas surprenant, leurs prix accusent en général une tendance à la hausse. Malgré ces conditions favorables, le pays est en grande partie déficitaire en céréales et doit importer plus de 200 000 tonnes, dont une aide alimentaire estimée à quelque 30 000 tonnes pour 110 000 personnes vulnérables pendant les périodes de soudure d'avril-mai et d'octobre-novembre dans l'est du pays.

L'économie rwandaise a enregistré une croissance de 6 pour cent en 2004, principalement du fait des très bons résultats du secteur agricole. La baisse importante des prix des principales denrées de base ces derniers mois devrait entraîner une amélioration du pouvoir d'achat et de la sécurité alimentaire de nombreux ménages pauvres dont la situation dépend du marché. Toutefois, des poches d'insécurité alimentaires sont signalées, en particulier dans les districts qui présentent une vulnérabilité chronique.

LE POINT SUR LES ANNONCES ET LES LIVRAISONS D'AIDE ALIMENTAIRE

Les besoins d'importations céréalières pour l'Afrique subsaharienne devraient demeurer élevés en 2005/06. Les dernières estimations du SMIAR concernant la production de 2004 et les besoins d'importations et d'aide alimentaire pour 2004/05 sont résumées aux tableaux 1 et 3. Les besoins d'aide alimentaire pour 2004/05 sont estimés au total à près de 3,2 millions de tonnes, comme en 2003/04. Les annonces d'aide alimentaire en céréales pour 2004/05, y compris les reports de 2003/04, représentent 2,8 millions de tonnes, dont 2 millions de tonnes ont été livrées à ce jour.

Tableau 1. Besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire par sous-région en 2004/05 ou 2005 (en milliers de tonnes)

Sous-région	Production céréalière en 2004 1/		2004/05 ou 2005		
	Total	En % de la moyenne des 5 années précédentes	Besoins d'importations céréalières 2/	Importations commerciales prévues	Besoins d'aide alimentaire
Afrique de l'Est	24 693	105	6 398	4 345	2 053
Afrique australe	21 456	102	6 552	6 168	384
Afrique de l'Ouest	39 004	104	10 018	9 359	659
Afrique centrale	3 212	105	1 520	1 435	85
TOTAL	88 365	104	24 488	21 307	3 181

1/ Y compris le riz en équivalent riz usiné.

2/ Non comprises les réexportations.

Tableau 2. Besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire en 2005/06 en Afrique subsaharienne pays où la campagne commerciale 2005/06 a commencé (en milliers de tonnes)

Sous-région/ pays	Campagne commerciale	Production céréalière en 2005 1/		2005/06		
		Total	En % de la moyenne des 5 années précédentes	Besoins d'importations céréalières 2/	Importations commerciales prévues	Besoins d'aide alimentaire
Afrique de l'Est		4 982	110	970	890	80
Somalie	août/juill.	223	72	450	395	55
Tanzanie, R. U.	juin/mai	4 759	113	520	495	25
Afrique australe		23 776	112	6 928	5 776	1 152
Afrique du Sud	mai/avril	15 084	125	2 031	2 031	-
Angola	avril/mars	871	143	765	685	80
Botswana	avril/mars	19	100	337	337	-
Lesotho	avril/mars	119	84	303	223	80
Madagascar	avril/mars	2 492	123	174	139	35
Malawi	avril/mars	1 342	67	852	380	472
Mozambique	avril/mars	1 863	110	869	824	45
Namibie	mai/avril	108	98	145	143	2
Swaziland	mai/avril	83	95	111	70	41
Zambie	mai/avril	987	85	271	224	47
Zimbabwe	avril/mars	808	57	1 070	720	350
TOTAL		28 758	111	7 898	6 666	1 232

1/ Y compris le riz en équivalent riz usiné.

2/ Non comprises les réexportations.

**Tableau 3. Besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire en Afrique subsaharienne:
pays où la campagne commerciale 2004/05 ou 2005 n'est pas achevée (en milliers de tonnes)**

Sous-région/ pays	Campagne commerciale	Production céréalière en 2004 1/		Importations en 2003/04 ou 2004			Situation en 2004/05 ou 2005		
		Total	En % de la moyenne des 5 années précédentes	Importations totales	En % de la moyenne des 5 années précédentes	Aide alimentaire	Besoins d'importa- tions céréa- lières 2/	Importa- tions commer- ciales prévues	Besoins d'aide alimentaire
Afrique de l'Est		19 543	102	4 354	99	1 327	5 326	3 377	1 949
Burundi	janv./déc.	259	105	96	125	49	85	43	42
Comores	janv./déc.	15	250	34	97	-	38	38	-
Djibouti	janv./déc.	-	-	82	122	5	71	60	11
Érythrée	janv./déc.	85	52	405	123	270	423	81	342
Éthiopie	janv./déc.	10 191	114	715	65	549	650	215	435
Kenya	oct./sept.	2 440	83	1 271	100	66	1 950	1 500	450
Ouganda	janv./déc.	2 405	107	219	136	140	281	130	151
Rwanda	janv./déc.	292	114	224	102	21	219	187	32
Seychelles	janv./déc.	-	-	13	100	-	13	13	-
Soudan	nov./oct.	3 856	88	1 295	117	226	1 596	1 110	486
Afrique australe		1	100	291	105	-	290	290	-
Maurice	janv./déc.	1	100	291	105	-	290	290	-
Afrique de l'Ouest		39 004	104	9 412	206	421	10 017	9 359	659
Pays côtiers		28 191	107	7 186	115	227	7 625	7 340	286
Bénin	janv./déc.	1 084	113	168	136	13	152	133	19
Côte d'Ivoire	janv./déc.	1 214	92	1 135	90	24	1 155	1 108	47
Ghana	janv./déc.	1 858	106	774	145	61	755	680	75
Guinée	janv./déc.	812	105	361	92	17	375	335	40
Libéria	janv./déc.	104	93	226	123	69	225	160	65
Nigéria	janv./déc.	21 887	107	4 134	122	11	4 570	4 570	-
Sierra Leone	janv./déc.	377	203	277	115	32	288	249	40
Togo	janv./déc.	855	118	111	105	-	105	105	-
Pays sahéliens		10 813	98	2 226	91	195	2 392	2 019	373
Burkina Faso	nov./oct.	2 877	99	171	66	24	230	198	32
Cap-Vert	nov./oct.	4	20	74	89	36	100	42	58
Gambie, Rép. De	nov./oct.	212	128	159	111	11	143	140	3
Guinée-Bissau	nov./oct.	142	117	56	86	7	75	65	10
Mali	nov./oct.	2 717	109	224	129	1	211	203	8
Mauritanie	nov./oct.	85	64	279	88	53	359	260	99
Niger	nov./oct.	2 599	87	220	53	20	167	92	75
Sénégal	nov./oct.	993	101	932	104	13	971	944	27
Tchad	nov./oct.	1 184	97	111	128	31	136	75	61
Afrique centrale		3 212	105	1 539	160	111	1 520	1 435	85
Cameroun	janv./déc.	1 509	111	553	161	30	510	498	12
Congo, Rép. dém. du	janv./déc.	1 469	98	431	153	69	480	420	60
Congo, Rép. du	janv./déc.	8	111	292	158	5	288	285	3
Gabon	janv./déc.	31	97	170	197	-	167	167	-
Guinée équatoriale	janv./déc.	-	-	20	124	-	16	16	-
Rép. centrafricaine	janv./déc.	193	112	59	146	4	46	44	2
Sao Tomé et Príncipe	janv./déc.	2	100	14	129	3	14	6	8
TOTAL		61 760	104	15 596	109	1 859	17 153	14 461	2 692

Note: Totaux calculés à partir de chiffres non arrondis.

1/ Y compris le riz en équivalent riz usiné.

2/ Non comprises les réexportations.

**Tableau 4. Opérations triangulaires au bénéfice de l'Afrique subsaharienne en 2004/05 ou 2005
(en milliers de tonnes) 1/**

Donateur	Source d'approvisionnement	Pays bénéficiaires	Total par donateur
Allemagne	Afrique du Sud	Angola (1.0)	1.0
CE	Zambie	Zimbabwe (1.9)	1.9
ONG	Malawi Afrique du Sud	Zimbabwe (0.1) Swaziland (1.2)	1.3
PAM	Cameroun Kenya Afrique du Sud Zimbabwe	Rép.centrafricaine (1.4), Tchad (0.9) Somalie (0.1) Angola (7.5), Bénin (2.4), Cameroun (0.9), Côte d'Ivoire (0.2), Érythrée (2.8), Ghana (1.1), Kenya (11.0), Lesotho (1.9), Libéria (0.6), Niger (4.1), Madagascar (3.6), Mali (2.0), Sao Tomé (0.3), Somalie (3.1), Soudan (6.9), Swaziland (0.8), Tanzanie, U.R. (3.5), Zimbabwe (14.0) Zambie (23.0)	92.1
TOTAL			95.3

1/ Sur la base des informations fournies par le PAM au SMIAR à la mi-août 2005.

**Tableau 5. Achats locaux en Afrique subsaharienne en 2004/05 ou 2005
(en milliers de tonnes) 1/**

Donateur	Pays bénéficiaires	Total par donateur
Allemagne	Éthiopie (0.1), Kenya (0.4), Lesotho (0.4), Malawi (0.5), Tanzanie (0.4), Zambie (3.5), Zimbabwe (3.3)	8.6
Canada	Niger (0.1)	0.1
CE	Burundi (0.4), Congo, Rép.dém.du (2.2), Éthiopie (37.0), Madagascar (3.4), Soudan (5.0), Zambie (5.6)	53.6
Chine	Niger (0.6)	0.6
Espagne	Soudan (0.3)	0.3
Etats-Unis	Kenya (0.1)	0.1
France	Niger (4.1)	4.1
ONG	Congo, Rép. Dém. du (3.8), Érythrée (0.2), Malawi (3.3), Mali (0.4), Soudan (0.1), Swaziland (0.4), Tanzanie (0.4)	8.6
PAM	Angola (0.5), Bénin (0.2), Burkina Faso (4.7), Burundi (2.6), Rép. centrafricaine (0.3), Congo, Rép. dém. du (4.5), Côte d'Ivoire (1.1), Éthiopie (103.7), Ghana (1.4), Kenya (81.1), Lesotho (37.9), Libéria (0.8), Malawi (47.4), Mali (5.2), Mozambique (4.8), Namibie (4.0), Niger (5.0), Rwanda (4.4), Sénégal (4.9), Soudan (47.1), Swaziland (3.3), Tanzanie (28.5), Ouganda (53.5), Zambie (30.5), Zimbabwe (8.0)	485.4
TOTAL		561.4

1/ Sur la base des informations fournies par le PAM au SMIAR à la mi-août 2005.

Tableau 6. Contributions d'aide alimentaire en céréales et pourcentage livré en Afrique subsaharienne en 2004/05 ou 2005(en milliers de tonnes)

Donateur/bénéficiaire	Chine	CE	Inde	Japon	ONG	États-Unis	PAM	Contributions d'aide alimentaire	Pourcentage livré à la mi-août 2005 1/
Afrique de l'Est	-	0.4	-	23.5	5.1	523.5	1287.0	1 839.5	70
Burundi	-	-	-	-	-	-	41.4	41.4	93
Comores	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Djibouti	-	-	-	-	5.1	-	3.6	8.7	100
Érythrée	-	-	-	2.9	-	110.7	82.8	196.4	65
Éthiopie	-	-	-	7.3	-	159.8	398.3	565.4	57
Kenya	-	-	-	-	-	67.3	108.2	175.5	78
Ouganda	-	-	-	-	-	83.3	62.2	145.5	45
Rwanda	-	-	-	-	-	5.0	13.7	18.7	79
Seychelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Somalie	-	0.4	-	-	-	52.8	34.8	88.0	60
Sudan	-	-	-	-	-	44.6	516.5	561.1	85
Tanzanie, U.R.	-	-	-	13.3	-	-	25.5	38.8	100
Afrique australe	-	13.4	-	21.7	5.7	172.1	237.6	450.5	85
Afrique du Sud	-	-	-	-	-	8.4	-	8.4	-
Angola	-	1.4	-	8.7	-	20.6	41.2	71.9	83
Botswana	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lesotho	-	-	-	-	-	-	5.9	5.9	100
Madagascar	-	-	-	-	-	21.7	16.4	38.1	87
Malawi	-	-	-	-	1.9	2.4	27.0	31.3	94
Maurice	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mozambique	-	-	-	13.0	-	43.8	20.2	77.0	68
Namibie	-	-	-	-	-	-	1.5	1.5	100
Swaziland	-	-	-	-	1.2	-	1.1	2.3	100
Zambie	-	-	-	-	-	62.1	0.8	62.9	100
Zimbabwe	-	12.0	-	-	2.6	13.1	123.5	151.2	89
Afrique de l'Ouest	5.0	19.8	1.0	65.7	2.4	175.2	176.4	445.5	76
Pays côtiers	-	-	1.0	8.7	0.6	72.8	70.2	153.3	74
Bénin	-	-	-	8.7	-	5.7	2.5	16.9	95
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	-	-	8.4	8.4	86
Ghana	-	-	-	-	-	42.1	3.3	45.4	43
Guinée	-	-	1.0	-	-	6.5	13.1	20.6	71
Libéria	-	-	-	-	0.6	3.7	31.0	35.3	96
Nigéria	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sierra Leone	-	-	-	-	-	14.8	11.9	26.7	81
Togo	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pays sahéliens	5.0	19.8	-	57.0	1.8	102.4	106.2	292.2	78
Burkina Faso	-	-	-	10.1	0.1	20.7	0.1	31.0	73
Cap-Vert	-	8.1	-	7.6	-	22.2	1.2	39.1	64
Gambie, Rép. de	-	-	-	-	-	0.4	2.7	3.1	48
Guinée-Bissau	5.0	-	-	-	-	-	3.3	8.3	96
Mali	-	-	-	-	-	-	2.8	2.8	86
Mauritanie	-	11.7	-	13.0	-	27.9	20.2	72.8	62
Niger	-	-	-	15.2	1.7	12.1	24.9	53.9	89
Sénégal	-	-	-	11.1	-	13.9	0.9	25.9	95
Tchad	-	-	-	-	-	5.2	50.1	55.3	90
Afrique centrale	-	-	-	6.5	-	15.0	37.2	58.7	62
Cameroun	-	-	-	-	-	11.0	0.9	11.9	8
Congo, Rép.dém. du	-	-	-	-	-	4.0	31.5	35.5	71
Congo, Rép. du	-	-	-	-	-	-	2.0	2.0	85
Gabon	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Guinée équatoriale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rép.centrafricaine	-	-	-	-	-	-	2.2	2.2	82
Sao Tomé et Príncipe	-	-	-	6.5	-	-	0.6	7.1	100
TOTAL	5.0	33.6	1.0	117.4	13.2	885.8	1 738.2	2 794.2	73

1/ Pourcentages calculés à partir de chiffres non arrondis.

Vous trouverez ci-dessous la traduction des termes utilisés dans les bilans alimentaires présentés pour chaque pays d'Afrique subsaharienne dans la version anglaise du présent rapport

BILAN CÉRÉALIER POUR L'ANNÉE COMMERCIALE 20../..ou 20.. (année commerciale)

	Blé	Riz	Céréales secondaires	Total
céréales				
	(en milliers de tonnes)			
Production : année précédente				
Production : moyenne des 5 années précédentes				
Importations : année précédente				
Importations: moyenne des 5 années précédentes				
<u>Disponibilités pour 20../.. ou 20..</u>				
Production en 20..(riz en équivalent paddy)				
Production en 20..(riz en équivalent usiné)				
Baisse éventuelle des stocks				
<u>Utilisation 20../.. ou 20..</u>				
Alimentation humaine				
Consommation non alimentaire				
Exports ou re-exportsations				
Reconstitution éventuelle des stocks				
<u>Besoins d'importations en 20../.. ou 20</u>				
Importations commerciales prévues				
dont : réalisées ou négociées				
Besoins d'aide alimentaire				
<u>Situation des aides alimentaires</u>				
Engagements d'aide alimentaire				
dont: livraisons effectuées				
Achats financés par des donateurs, dont :				
- pour utilisation dans le pays				
- pour l'exportation				
<u>Consommation par habitant (kg/an)</u>				
<hr/>				
<u>Indicateurs</u>				
(pourcentage)				
Production en 20.. : comparaison avec la moyenne (riz en équivalent paddy)				
Besoins d'importation en 20.. : comparaison avec la moyenne				
Part des céréales dans l'apport total en calories				
<u>Informations supplémentaires</u>				
Autres cultures importantes				
Période de soudure				
Population (en milliers)				
PNB en 20... par habitant (dollars EU)				

TERMINOLOGIE

"Utilisation": Tous les éléments d'utilisation concernant le blé et les céréales secondaires sont exprimés en équivalent grain. S'agissant du riz, tous les éléments sont exprimés sous forme usinée. L'utilisation non alimentaire comprend les pertes d'après récolte, l'utilisation sous forme de semences ou pour l'alimentation animale, ou encore l'usage industriel pour toutes les céréales.

"Pays confrontés à des urgences alimentaires": il s'agit d'un déficit exceptionnel des approvisionnements globaux, ou d'un déficit localisé par suite de mauvaise récolte, de catastrophe naturelle, d'interruption des importations, de perturbation de la distribution, de perte excessive après récolte, voire de goulot d'étranglement des approvisionnements et/ou d'une demande alimentaire accrue découlant de mouvements de population à l'intérieur du pays ou d'un afflux de réfugiés. Dans le cas d'un déficit exceptionnel d'approvisionnements alimentaires globaux, une aide alimentaire d'urgence pourra être nécessaire pour couvrir tout ou partie du déficit.

Les désignations employées ainsi que la présentation du contenu de ce bulletin n'impliquent en aucune façon l'expression d'une opinion de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à propos du statut juridique ou constitutionnel d'un quelconque pays, territoire, ville ou région ou de ses autorités, ou encore concernant la délimitation de ses frontières.